18 novembre 2026

Chers eurodéputés belges[1],

Selon la FAO[2], la Belgique est le quatrième plus grand consommateur de pesticides de l'UE. Pays densément peuplé, l'exposition des citoyens aux pesticides est par conséquent plus élevée. Sachant que l'exposition chronique augmente le risque de développer des maladies telles que le cancer, les troubles neurodéveloppementaux ou la maladie de Parkinson, nos décideurs devraient adopter une approche très précautionneuse dans la gestion des pesticides. Pourtant, fin septembre, la Belgique a voté en faveur de la position commune du Conseil européen, qui soutient l'agenda actuel de l'UE visant à affaiblir les règles de protection contre les pesticides, par le biais de la proposition dite « Omnibus X » sur la sécurité des denrées alimentaires et les aliments pour animaux. La Commission européenne présente cette proposition comme un effort de simplification de la réglementation, mais en réalité, elle affaiblit la protection contre les effets nocifs des pesticides en Europe. Cette proposition fait le bonheur de l'industrie chimique et des lobbies de l'agriculture industrielle, mais elle va à l'encontre de l'intérêt général et des souhaits d'une très large majorité de citoyens, ainsi que de nombreux agriculteurs et scientifiques qui accordent de l'importance à la santé des personnes, à une eau potable propre et à la biodiversité[3]. Elle est également vivement critiquée par la communauté scientifique[4], car elle ne s'attaque pas

[1] Yvan Verougstraete, Sophie Wilmès, Olivier Chastel, Benoît Cassart, Elio Di Rupo, Estelle Ceulemans, Marc Botenga, Saskia Bricmont, Pascal Arimont, Wouter Beke, Liesbet Sommen, Johan Van Overtveldt, Assita Kanko, Kris Van Dijck, Bruno Tobback, Kathleen Van Bempt, Tom Vandendriessche, Gerolf Annemans, Barbara Bonte, Sara Matthieu, Rudi Kennes, Hilde Vautmans.

[2] https://www.fao.org/faostat/en/#data/RP, données 2024 (pesticides utilisés par hectare de surface agricole utile)

[3] Dans le cadre de l'Initiative Citoyenne Européenne *Savons les Abeilles et les Agriculteurs*, la Belgique a été le 2ème pourvoyeur de signatures de l'UE permettant d'atteindre plus d'un million de signatures en faveur d'une transition vers une agriculture libre de pesticides de synthèse d'ici 2035

[4] Request to pause the legislative debate on the Food and Feed Safety Omnibus pending an independent impact assessment, Scientific Statement on Pesticides in the Omnibus. Science Journal - Policy Forum: EU Omnibus proposal increases pesticide risks, Netherlands - scientist's impact assessment of EU-proposal Food and animal safety simplification package (Technische briefing over de EU-wetenschapstoets over het Vereenvoudigingspakket voedsel- en diervoederveiligheid en Video debat Tweede Kamer), Periodic Reassessment or Permanent Approval? A Critical Analysis of the EU Commission's Proposal to Reform Pesticide and Biocide Authorisation in Europe, Statement by the German Scientific Advisory Board of the National Action Plan on the Sustainable Use of Pesticides to the Federal Ministry of Food and Agriculture, Scientific Advisory Board Warns Against EU Plans Experts see risks in pesticide approval: Assessment of the National Academy of Sciences Leopoldina

aux problèmes fondamentaux de l'agriculture, des agriculteurs, de la société, de l'environnement et de la production alimentaire.

Une récente audition[5] au Parlement européen a mis en lumière le véritable problème. Sous couvert d'une « discussion avec des experts » dans les domaines de la santé et de l'environnement, le Parlement a tendu un porte-voix à des lobbyistes représentant un modèle agricole toxique et à bout de souffle. Des représentants de l'agro-industrie, qui ont tout intérêt à ce que rien ne change, ont répété les arguments de l'industrie des pesticides pour justifier leur exigence de cesser d'interdire des pesticides toxiques pour la santé publique et l'environnement, qui polluent nos ressources aquifères. Alors que l'Europe connaît des sécheresses massives, des vagues de chaleur extrêmes responsables d'innombrables décès, des incendies de forêt qui détruisent la biodiversité et génèrent des pertes de récoltes dévastatrices, une part significative des parlementaires européens semble prête, voire désireuse, d'accélérer la dégradation du bien-être et des ressources naturelles des Européens.

Les écouter soulève une question fondamentale : les agriculteurs veulent-ils vraiment dépendre d'un cocktail de produits chimiques toxiques pour maximiser leurs rendements à des prix de marché bas, au détriment de leur propre santé et des écosystèmes locaux ? Ou souhaitent-ils simplement gagner honnêtement leur vie, en produisant une alimentation de qualité en équilibre avec la nature, pour un revenu équitable ?

Pour mieux comprendre cette contradiction, il faut regarder ce qui est réellement en jeu. Les multinationales de l'agrochimie convoitent leur part du gâteau de la Politique agricole commune (PAC), un budget colossal de 57 milliards d'euros, qui représente un tiers du budget total de l'UE. Leur survie dépend du maintien du plus grand nombre possible d'agriculteurs dans un état de dépendance aux pesticides, aux engrais et aux semences industrielles. En détournant les fonds publics de la PAC, via les agriculteurs, vers leurs actionnaires, ces entreprises assurent leur rentabilité à long terme. En outre, de nombreux syndicats agricoles représentent également des coopératives agricoles qui tirent d'importants bénéfices de la vente de pesticides, ce qui soulève la question de savoir s'ils représentent réellement les intérêts à long terme des agriculteurs.

Depuis que la Commission européenne a publié sa proposition de « simplification »[6] en décembre 2025, les partisans d'une agriculture intensive en pesticides ont avancé une série d'arguments fallacieux qui révèlent en réalité l'impasse dans laquelle l'usage nocif des pesticides nous a menés.

Premièrement, les syndicats agricoles dominants se plaignent d'un manque de pesticides sur le marché. Actuellement, environ 450 substances actives de pesticides différentes sont approuvées dans l'UE, des insecticides aux fongicides et herbicides. Si 450 options différentes ne suffisent pas, cela ne signale-t-il pas une addiction malsaine plutôt qu'une pénurie ?

[5] https://multimedia.europarl.europa.eu/en/webstreaming/committee-on-agriculture-and-rural-development-ordinary-meeting-joint-meeting-committee-on-environme_20260902-1500-COMMITTEE-AGRI-ENVI
[6] https://food.ec.europa.eu/horizontal-topics/simplification-legislation_en

Les groupes de lobbyistes affirment par ailleurs que la résistance des ravageurs aux pesticides conduirait inévitablement à des pertes de rendement dramatiques et à la famine, et plaident pour encore plus de pesticides aux modes d'action variés. Pourtant, selon la recherche scientifique, la stratégie à multiples produits chimiques appliquée depuis plus de 40 ans est précisément la cause de l'apparition des résistances. On ne peut résoudre ce problème avec l'approche qui l'a engendré. La seule solution scientifique et efficace n'est donc pas plus de chimie, mais la prévention active et le recours à des méthodes sans pesticides. Des milliers d'agriculteurs dans l'UE et dans le reste du monde le prouvent déjà en se tournant vers la lutte intégrée, les pratiques agroécologiques et biologiques, afin de minimiser leur recours aux pesticides et d'accroître leur résilience climatique. Les agriculteurs qui ont investi dans l'abandon progressif des pesticides, la restauration de la santé des sols et la diversification des cultures, témoignent que cela a aussi nettement renforcé la résilience de leur système agricole face aux événements météorologiques extrêmes.

L'appel à maintenir tous les pesticides sur le marché, voire à réutiliser certains de ceux qui sont interdits, ne sert que les intérêts à court terme de l'industrie des pesticides, et non ceux des agriculteurs ni de la société dans son ensemble. Éradiquer la vie du sol, base de la fertilité, avec des produits chimiques, et détruire les populations d'insectes qui régulent naturellement les ravageurs et pollinisent les cultures, met en péril le fondement même de l'agriculture et de la sécurité alimentaire à long terme.

Les coûts sociétaux de ce modèle agrochimique sont faramineux. Ce sont les citoyens qui supportent les coûts de santé liés aux maladies chroniques telles que le cancer, les troubles neurodéveloppementaux et la maladie de Parkinson, qui touchent non seulement les agriculteurs, mais aussi les habitants des zones rurales. Nous faisons face à une pollution de l'eau devenue presque impossible à résorber. Moins de pollinisateurs signifie moins de fruits et de légumes. Ces « externalités » dépassent largement tout bénéfice à court terme. C'est la raison pour laquelle les compagnies des eaux de Paris et de Munich soutiennent financièrement les agriculteurs dans la protection des réserves d'eau souterraines : la prévention est jusqu'à 45 fois moins chère que la dépollution[7]. Pendant ce temps, l'industrie agrochimique engrange d'énormes profits grâce à la vente de pesticides, largement soutenue par les subventions de la PAC, tandis que la société paie la facture des dégâts. C'est en effet un modèle économique parfait… pour eux.

Le spectacle auquel nous avons assisté dans la prétendue Maison de la démocratie européenne témoigne de l'état de notre monde politique, dominé par les intérêts des entreprises au détriment de la science, du bien-être des citoyens et des agriculteurs, ainsi que de l'intérêt général. Nous avons assisté au combat désespéré d'un modèle agricole toxique qui peine à survivre et refuse d'être remplacé par des méthodes agricoles durables, véritablement résilientes et adaptées à l'avenir. Même les lobbyistes qui se sont exprimés lors de l'audition au Parlement européen ont en substance admis ce que démontrent les faits : le système agricole actuel, basé sur l'agrochimie, est tout simplement en faillite.

[7] Grolleau and McCann (2012) Designing watershed programs to pay farmers for water quality services: Case studies of Munich and New York City, https://www.eaudeparis.fr/en/thematic-files/Protecting-water-upstream-only-benefits

Dans les mois à venir, en tant que l'un des 22 députés européens belges, vous aurez la possibilité de rejeter cette tentative d'affaiblir les règles européennes sur les pesticides, qui ne sert que l'industrie des pesticides : pas les citoyens, ni les agriculteurs. Ce qu'il faut, c'est un changement de paradigme : un projet de système alimentaire qui soutienne financièrement les agriculteurs pour qu'ils mettent en œuvre des pratiques améliorant la santé des sols et des plantes, favorisant les insectes auxiliaires, accélérant la disponibilité d'alternatives aux pesticides comme les produits de biocontrôle, et éliminant rapidement les pesticides toxiques afin de protéger notre santé, nos ressources en eau et notre biodiversité. C'est seulement ainsi que nous pourrons garantir un avenir durable à l'agriculture européenne et à nos enfants. C'est seulement ainsi qu'une part plus grande de la PAC restera entre les mains des agriculteurs qui nous nourrissent et protègent notre nature. Nous comptons sur vous pour rejeter cette Omnibus X qui porte atteinte à la protection des citoyens et de l'environnement, et que vous inviterez la Commission européenne à prendre les mesures ciblées nécessaires pour favoriser la disponibilité d'alternatives plus sûre.

Contact : Martin Dermine, martin@pan-europe.info

Aktiekomitee Red de Voorkempen vzw, Bioforum, Bond Beter Leefmilieu, Broederlijk Delen Canopea, CNCD-11.11.11, Dryade, Entraide et Fraternité, FIAN Belgium, Humundi, KickCancer, Kom op tegen Kanker, Le Réseau des GASAP, Lianza asbl, Linked.Farm, Natagora, Natagora Ostbelgien, Nature et Progrès, Natuurpunt De Torenvalk, Natuurpunt vzw, Onafhankelijk Ziekenfondsen - Mutualités Libres, Pesticide Action Network (PAN) Europe, Proper Drinkwater vzw, SSMG (Société Scientifique de Médecine Général, Cellule Environnement), Terre-en-Vue, UNAB - Union des agriculteurs.rices Bio de Wallonie, Velt, Vogelbescherming Vlaanderen, Vlaamse Parkinson Liga, West-Vlaamse Milieu Federatie vzw, Sandrine Meyer (ULB, Centre d'Etude Economique et Sociale de l'Environnement), Pr. Marjolein Visser (ULG, Agroecology lab)

18 November 2026

Geachte Belgische Europarlementariërs[8],

Volgens de FAO is België de vierde grootste verbruiker van pesticiden in de EU[9]. België is dichtbevolkt, wat ook bijdraagt aan een hogere blootstelling aan pesticiden. Chronische blootstelling aan pesticiden vergroot de kans op ziektes zoals kankers, neurologische ontwikkelingsstoornissen en de ziekte van Parkinson. Biodiversiteit kent een zorgwekkende, razendsnelle afname, met pesticiden een belangrijke oorzaak. Pesticiden vervuilen onze onze (drink)waterbronnen. Onze beleidsmakers zouden daarom een zeer voorzichtige aanpak moeten hanteren rond pesticiden. Toch stemde België eind september voor het gemeenschappelijk standpunt van de Europese Raad, dat in belangrijke mate de huidige EU-agenda ondersteunt om de beschermende regels rond pesticiden af te zwakken via het zogenaamde 'Omnibusvoorstel X over Voedsel en Diervoeder'. De Europese Commissie presenteert het voorstel als een vereenvoudiging van de pesticidenregelgeving, maar in realiteit zal het de bescherming tegen de schadelijke effecten van pesticiden in de EU verzwakken. Het voorstel is naar wens van de agro-chemische industrie en verwante lobbygroepen, maar gaat in tegen het algemeen belang en de wensen van een overgrote meerderheid burgers, en veel landbouwers en wetenschappers die belang hechten aan de gezondheid, proper drinkwater en biodiversiteit[10]. Het voorstel wordt scherp bekritiseerd door de wetenschappelijke gemeenschap[11], omdat het bescherming verzwakt in plaats van versterkt, en de fundamentele problemen van de landbouw, landbouwers, de samenleving, het milieu en de voedselproductie niet aanpakt.

Een recente hoorzitting in het Europees Parlement[12] legde het echte probleem bloot. Onder het mom van een 'gesprek met deskundigen' op het vlak van gezondheid en milieu gaf het Parlement het woord aan lobbyisten van een kreunend landbouwmodel dat zijn grenzen al lange tijd overschrijdt. Vertegenwoordigers van de agro-industrie, die er belang bij hebben dat alles bij het oude blijft, herhaalden klakkeloos de argumenten van de pesticidenindustrie om te rechtvaardigen dat pesticiden giftig voor volksgezondheid en het milieu, en onze waterbronnen vervuilen, niet langer verboden mogen worden. Europa kampt met enorme droogtes, extreme hittegolven met talloze doden tot gevolg, bosbranden die biodiversiteit vernietigen en verwoestende

[8] Wouter Beke, Liesbet Sommen, Johan Van Overtveldt, Assita Kanko, Kris Van Dijck, Bruno Tobback, Kathleen Van Bempt, Tom Vandendriessche, Gerolf Annemans, Barbara Bonte, Sara Matthieu, Rudi Kennes, Hilde Vautmans, Yvan Verougstraete, Sophie Wilmès, Olivier Chastel, Benoît Cassart, Elio Di Rupo, Estelle Ceulemans, Marc Botenga, Saskia Bricmont, Pascal Arimont

[9] https://www.fao.org/faostat/en/#data/RP, data 2024 (pesticiden gebruikt per hectare landbouwgrond))

[10] In het kader van het Europees burgerinitiatief "Red de bijen en de boeren" leverde België het op één na grootste aantal handtekeningen in de EU; hiermee droeg het land bij aan het behalen van de drempel van meer dan een miljoen handtekeningen ter ondersteuning van een transitie naar een landbouw die tegen 2035 vrij is van schadelijke bestrijdingsmiddelen.

[11] Request to pause the legislative debate on the Food and Feed Safety Omnibus pending an independent impact assessment, Scientific Statement on Pesticides in the Omnibus, Science Journal - Policy Forum: EU Omnibus proposal increases pesticide risks, Netherlands - scientist's impact assessment of EU-proposal Food and animal safety simplification package (Technische briefing over de EU-wetenschapstoets over het Vereenvoudigingspakket voedsel- en diervoederveiligheid en Video debat Tweede Kamer), Periodic Reassessment or Permanent Approval? A Critical Analysis of the EU Commission's Proposal to Reform Pesticide and Biocide Authorisation in Europe, Statement by the German Scientific Advisory Board of the National Action Plan on the Sustainable Use of Pesticides to the Federal Ministry of Food and Agriculture, Scientific Advisory Board Warns Against EU Plans Experts see risks in pesticide approval: Assessment of the National Academy of Sciences Leopoldina

[12] https://multimedia.europarl.europa.eu/en/webstreaming/committee-on-agriculture-and-rural-development-ordinary-meeting-joint-meeting-committee-on-environme_20260902-1500-COMMITTEE-AGRI-ENVI

oogstverliezen. Toch lijkt een aanzienlijk deel van de Europarlementsleden bereid, en zelfs enthousiast, om biodiversiteit en het welzijn van Europeanen verder, en versneld, te eroderen.

Wie naar hen luistert, kan niet anders dan een fundamentele vraag stellen: willen landbouwers echt afhankelijk zijn van pesticiden met bijzonder toxische eigenschappen om de korte-termijn opbrengst te maximaliseren tegen lage marktprijzen, en daarbij hun eigen gezondheid, ecosystemen en hun functies, waarvan we direct afhankelijk zijn, ondermijnen? Of willen ze gewoon eerlijk verdienen door kwaliteitsvoedsel te produceren, op een toekomstvaste manier, in evenwicht met de natuur, tegen een billijk inkomen?

Om het debat te begrijpen, moet gekeken worden naar wat hier echt op het spel staat. De agrochemische bedrijven azen op hun deel van de koek van het Gemeenschappelijk Landbouwbeleid (GLB), een budget van 57 miljard euro dat zowat een derde van de totale EU-begroting uitmaakt. Voor hen is het belangrijk dat zoveel mogelijk landbouwers afhankelijk blijven van pesticiden, kunstmest en industriële zaden. Door onder meer publieke GLB-middelen via de landbouwers naar de aankoop van pesticiden gaat, is interessant voor de agro-chemische industrie. Bovendien vertegenwoordigen veel landbouworganisaties ook landbouwcoöperaties die aanzienlijk verdienen aan de verkoop van pesticiden, wat de vraag doet rijzen of zij wel de langetermijnbelangen van de landbouwers behartigen.

In aanloop van en sinds de Europese Commissie in december 2025 haar 'vereenvoudigingsvoorstel'[13] publiceerde, hebben de voorstanders van pesticiden-intensieve landbouw een reeks gebrekkige argumenten naar voren geschoven. Die argumenten tonen aan in welke impasse het schadelijke gebruik van pesticiden ons heeft gebracht.

De dominante landbouwlobby organisaties klagen over een 'gebrek aan pesticidenstoffen' op de markt. Momenteel zijn in de EU ongeveer 450 verschillende actieve stoffen in pesticiden goedgekeurd, van insecticiden tot fungiciden en herbiciden. Als 450 verschillende opties niet volstaan, wijst dat dan niet eerder op een ongezonde verslaving, eerder dan op een tekort?

Verder beweren de lobbygroepen dat resistentie van plagen tegen pesticiden onvermijdelijk tot dramatische opbrengstverliezen en honger zal leiden, en pleiten ze voor nog meer pesticiden met uiteenlopende werkingsmechanismen. En toch is volgens wetenschappelijk onderzoek het intensieve pesticidengebruik, dat al meer dan veertig jaar wordt toegepast, net de grote oorzaak van het ontstaan van resistentie. Dat probleem kan niet worden opgelost met dezelfde denkwijze die het heeft veroorzaakt. De enige wetenschappelijk onderbouwde en doeltreffende oplossing is dan ook veel meer actieve preventie, het herstellen van bodemgezondheid, natuurlijke plaagbestrijding en methoden vrij van schadelijke pesticiden. Onderzoek en duizenden landbouwers in de EU en de rest van de wereld bewijzen dat al, door over te schakelen op geïntegreerde gewasbescherming en op agro-ecologische en biologische praktijken, om het gebruik van pesticiden te verminderen en de klimaatbestendigheid te vergroten. Landbouwers die geïnvesteerd hebben in het uitfaseren van schadelijke pesticiden, herstel van de

[13] https://food.ec.europa.eu/horizontal-topics/simplification-legislation_en

bodemgezondheid en diversificatie in tijd en ruimte, getuigen dat dit ook de veerkracht van hun bedrijfssysteem tegen extreme weersomstandigheden aanzienlijk heeft vergroot.

De oproep om alle pesticiden op de markt te houden, en mogelijk zelfs sommige reeds verboden middelen opnieuw te gebruiken, dient enkel de kortetermijnbelangen van de pesticidenindustrie, niet die van de landbouwers, noch die van de samenleving in haar geheel. Het bodemleven, de basis van de bodemgezondheid en -vruchtbaarheid, elimineren, waterbronnen vervuilen, en insecten- en andere populaties doden die van nature plagen onder controle houden en gewassen bestuiven, ondermijnt de fundamentele basis van landbouw en de voedselzekerheid op lange termijn.

De maatschappelijke kosten van dit pesticiden-intensieve model zijn enorm. Het zijn de burgers die opdraaien voor de gezondheidskosten van chronische ziekten zoals kanker, neurologische ontwikkelingsstoornissen en de ziekte van Parkinson, die vooral ook landbouwers en inwoners van landbouwgebieden treffen. We kampen met waterverontreinigingen die bijna onmogelijk nog te remediëren zijn. Minder bestuivers betekent minder gezond fruit en groenten. Deze 'externe effecten' wegen veel zwaarder door dan eender welk voordeel op korte termijn. Daarom ondersteunen waterbedrijven van Parijs en München landbouwers financieel bij de bescherming van de grondwatervoorraden: preventie is tot 45 keer goedkoper dan extra waterzuivering[14]. Ondertussen strijkt de agrochemische industrie enorme winsten op met de verkoop van pesticiden, grotendeels gesteund door GLB-subsidies, terwijl de samenleving de rekening van de schade betaalt.

De zitting in het Europese Democratie toonde een politieke wereld waarin belangen van de agro-chemische industrie primeren op de wetenschap, op het welzijn van burgers en landbouwers en op het algemeen belang. Ze toonde de wanhopige strijd van een landbouwmodel dat zich verzet tegen vervanging door echt veerkrachtige en toekomstvaste landbouwmethoden. Zelfs de lobbyisten die op de hoorzitting in het Europees Parlement aan het woord kwamen, gaven aan wat het bewijsmateriaal aantoont: het huidige pesticiden-intensieve landbouwsysteem is niet meer werkbaar.

In de komende maanden zal u, als een van de 22 Belgische Europarlementsleden, de mogelijkheid hebben om deze poging om de Europese pesticidenregels af te zwakken te verwerpen. De voorstellen tot afzwakking gaan in tegen de wetenschappelijke aanbevelingen, en dienen louter de pesticidenindustrie: niet de burgers, niet de landbouwers. Wat nodig is, is een paradigmashift: een blauwdruk voor een voedselsysteem dat landbouwers technisch en financieel ondersteunt om praktijken toe te passen die bodem- en plantgezondheid verbeteren, natuurlijke predatoren en pest controle stimuleren, beschikbaarheid en opname van alternatieven voor pesticiden zoals biocontrole oplossingen versnellen, en giftige pesticiden snel uitfaseren om gezondheid, water en biodiversiteit te beschermen. Alleen dan kunnen we een gezonde toekomst verzekeren voor de Europese landbouw, onze kinderen en de volgende generaties. Alleen dan blijft publieke landbouwsteun in handen van landbouwers die ons voeden en natuur en milieu

[14] Grolleau and McCann (2012) Designing watershed programs to pay farmers for water quality services: Case studies of Munich and New York City, https://www.eaudeparis.fr/en/thematic-files/Protecting-water-upstream-only-benefits

beschermen. Wij vertrouwen erop dat u dit Omnibus X voorstel, dat de bescherming van burgers, milieu en natuur ondermijnt, zal verwerpen, en de Europese Commissie oproept om de nodige gerichte maatregelen te nemen om toegang tot en implementatie van veilige oplossingen te verhogen.

Kontakt: Kristine De Schamphelaere, kristine@pan-europe.info

Aktiekomitee Red de Voorkempen vzw, Bioforum, Bond Beter Leefmilieu, Broederlijk Delen Canopea, CNCD-11.11.11, Dryade, Entraide et Fraternité, FIAN Belgium, Humundi, KickCancer, Kom op tegen Kanker, Le Réseau des GASAP, Lianza asbl, Linked.Farm, Natagora, Natagora Ostbelgien, Nature et Progrès, Natuurpunt De Torenvalk, Natuurpunt vzw, Onafhankelijk Ziekenfondsen - Mutualités Libres, Pesticide Action Network (PAN) Europe, Proper Drinkwater vzw, SSMG (Société Scientifique de Médecine Général, Cellule Environnement), Terre-en-Vue, UNAB - Union des agriculteurs.rices Bio de Wallonie, Velt, Vogelbescherming Vlaanderen, Vlaamse Parkinson Liga, West-Vlaamse Milieu Federatie vzw, Sandrine Meyer (ULB, Centre d'Etude Economique et Sociale de l'Environnement), Pr. Marjolein Visser (ULG, Agroecology lab)

18 november 2026

Sehr geehrte belgische Europaabgeordnete[15],

Belgien ist laut FAO[16] der viertgrößte Pestizidverbraucher der EU. Als dicht besiedeltes Land ist die Exposition der Bürgerinnen und Bürger gegenüber Pestiziden folglich höher. Da chronische Exposition das Risiko erhöht, an Krankheiten wie Krebs, neurologischen Entwicklungsstörungen oder der Parkinson-Krankheit zu erkranken, sollten unsere Entscheidungsträger beim Umgang mit Pestiziden äußerst vorsichtig vorgehen. Dennoch hat Belgien Ende September für die gemeinsame Position des Rates der EU gestimmt, die die aktuelle EU-Agenda zur Schwächung der Schutzvorschriften gegen Pestizide unterstützt, und zwar durch den sogenannten „Omnibus X“ zur Lebensmittel- und Futtermittelsicherheit. Die Europäische Kommission stellt diesen Vorschlag als Beitrag zur Vereinfachung der Vorschriften dar, tatsächlich aber schwächt er den Schutz vor den schädlichen Wirkungen von Pestiziden in Europa. Dieser Vorschlag spielt der chemischen Industrie und den Lobbys der industriellen Landwirtschaft in die Hände, steht jedoch im Widerspruch zum Allgemeininteresse und zu den Wünschen einer sehr großen Mehrheit der Bürgerinnen und Bürger sowie vieler Landwirte und Wissenschaftler, denen die Gesundheit der Menschen, sauberes Trinkwasser und die Biodiversität am Herzen liegen[17]. Er wird zudem von der Wissenschaft scharf kritisiert[18], da er die grundlegenden Probleme der Landwirtschaft, der Landwirte, der Gesellschaft, der Umwelt und der Lebensmittelproduktion nicht angeht.

Eine kürzlich abgehaltene Anhörung[19] im Europäischen Parlament hat das eigentliche Problem offengelegt. Unter dem Deckmantel einer „Diskussion mit Experten“ aus den Bereichen Gesundheit und Umwelt hat das Parlament Lobbyisten ein Megafon in die Hand gedrückt, die ein toxisches und am Ende angelangtes Agrarmodell vertreten. Vertreter der Agrarindustrie, die ein großes Interesse daran haben, dass sich nichts ändert, wiederholten die Argumente der Pestizidindustrie, um ihre Forderung zu untermauern, keine Pestizide mehr zu verbieten, die für die öffentliche Gesundheit und die Umwelt giftig sind und unsere Wasserressourcen verschmutzen. Während Europa massive Dürren, extreme Hitzewellen mit unzähligen Todesopfern und Waldbrände erlebt, die die Biodiversität zerstören und verheerende Ernteverluste verursachen, scheint ein erheblicher Teil der Europaabgeordneten bereit, ja sogar

[15] Pascal Arimont, Yvan Verougstraete, Sophie Wilmès, Olivier Chastel, Benoît Cassart, Elio Di Rupo, Estelle Ceulemans, Marc Botenga, Saskia Bricmont, Wouter Beke, Liesbet Sommen, Johan Van Overtveldt, Assita Kanko, Kris Van Dijck, Bruno Tobback, Kathleen Van Bempt, Tom Vandendriessche, Gerolf Annemans, Barbara Bonte, Sara Matthieu, Rudi Kennes, Hilde Vautmans.
[16] https://www.fao.org/faostat/en/#data/RP, Daten 2024 (eingesetzte Pestizide pro Hektar landwirtschaftlich genutzter Fläche)
[17] Im Rahmen der Europäischen Bürgerinitiative *Bienen und Bauern retten* war Belgien das Land mit den zweitmeisten Unterschriften in der EU, wodurch mehr als eine Million Unterschriften für den Übergang zu einer Landwirtschaft ohne synthetische Pestizide bis 2035 zusammenkamen
[18] Request to pause the legislative debate on the Food and Feed Safety Omnibus pending an independent impact assessment, Scientific Statement on Pesticides in the Omnibus, Science Journal - Policy Forum: EU Omnibus proposal increases pesticide risks, Netherlands - scientist's impact assessment of EU-proposal Food and animal safety simplification package (Technische briefing over de EU-wetenschapstoets over het Vereenvoudigingspakket voedsel- en diervoederveiligheid en Video debat Tweede Kamer), Periodic Reassessment or Permanent Approval? A Critical Analysis of the EU Commission's Proposal to Reform Pesticide and Biocide Authorisation in Europe, Statement by the German Scientific Advisory Board of the National Action Plan on the Sustainable Use of Pesticides to the Federal Ministry of Food and Agriculture, Scientific Advisory Board Warns Against EU Plans Experts see risks in pesticide approval: Assessment of the National Academy of Sciences Leopoldina
[19] https://multimedia.europarl.europa.eu/en/webstreaming/committee-on-agriculture-and-rural-development-ordinary-meeting-joint-meeting-committee-on-environme_20260902-1500-COMMITTEE-AGRI-ENVI

willens zu sein, die Verschlechterung des Wohlergehens und der natürlichen Ressourcen der Europäerinnen und Europäer zu beschleunigen.

Sie anzuhören wirft eine grundlegende Frage auf: Wollen Landwirte wirklich von einem Cocktail aus giftigen Chemikalien abhängig sein, um ihre Erträge bei niedrigen Marktpreisen zu maximieren – auf Kosten ihrer eigenen Gesundheit und der lokalen Ökosysteme? Oder wollen sie einfach nur ehrlich ihren Lebensunterhalt verdienen und für ein faires Einkommen hochwertige Lebensmittel im Einklang mit der Natur erzeugen?

Um diesen Widerspruch besser zu verstehen, muss man sich ansehen, worum es tatsächlich geht. Die Agrochemie-Konzerne haben es auf ihr Stück vom Kuchen der Gemeinsamen Agrarpolitik (GAP) abgesehen, ein gewaltiges Budget von 58 Milliarden Euro, das ein Drittel des gesamten EU-Haushalts ausmacht. Ihr Überleben hängt davon ab, möglichst viele Landwirte in einer Abhängigkeit von Pestiziden, Düngemitteln und industriellem Saatgut zu halten. Indem sie die öffentlichen GAP-Mittel über die Landwirte zu ihren Aktionären umleiten, sichern sich diese Unternehmen ihre langfristige Rentabilität. Außerdem vertreten viele Bauernverbände zugleich landwirtschaftliche Genossenschaften, die erhebliche Gewinne aus dem Verkauf von Pestiziden ziehen, was die Frage aufwirft, ob sie tatsächlich die langfristigen Interessen der Landwirte vertreten.

Seit die Europäische Kommission ihren Vorschlag zur „Vereinfachung“[20] im Dezember 2025 veröffentlicht hat, haben die Befürworter einer pestizidintensiven Landwirtschaft eine Reihe fadenscheiniger Argumente vorgebracht, die in Wirklichkeit die Sackgasse offenbaren, in die uns der schädliche Einsatz von Pestiziden geführt hat.

Erstens beklagen die dominierenden Bauernverbände einen Mangel an Pestiziden auf dem Markt. Derzeit sind in der EU rund 450 verschiedene Pestizidwirkstoffe zugelassen, von Insektiziden über Fungizide bis hin zu Herbiziden. Wenn 450 verschiedene Optionen nicht ausreichen, deutet das dann nicht eher auf eine ungesunde Sucht als auf einen Mangel hin?

Die Lobbygruppen behaupten außerdem, die Resistenz von Schädlingen gegen Pestizide führe unweigerlich zu dramatischen Ertragsverlusten und zu Hunger, und plädieren für noch mehr Pestizide mit unterschiedlichen Wirkmechanismen. Dabei ist laut wissenschaftlicher Forschung gerade die seit über 40 Jahren angewandte Strategie mit mehreren Chemikalien die Ursachefür das Entstehen von Resistenzen. Dieses Problem lässt sich nicht mit dem Ansatz lösen, der es hervorgebracht hat. Die einzige wissenschaftlich fundierte und wirksame Lösung ist daher nicht mehr Chemie, sondern aktive Vorbeugung und der Rückgriff auf pestizidfreie Methoden. Tausende Landwirte in der EU und im Rest der Welt beweisen dies bereits, indem sie sich dem integrierten Pflanzenschutz sowie agrarökologischen und biologischen Praktiken zuwenden, um ihren Pestizideinsatz zu minimieren und ihre Klimaresilienz zu erhöhen. Landwirte, die in den schrittweisen Ausstieg aus Pestiziden, die Wiederherstellung der Bodengesundheit und die

[20] https://food.ec.europa.eu/horizontal-topics/simplification-legislation_en

Diversifizierung der Kulturen investiert haben, berichten, dass dies auch die Widerstandsfähigkeit ihres Anbausystems gegenüber extremen Wetterereignissen deutlich gestärkt hat.

Der Aufruf, alle Pestizide auf dem Markt zu belassen oder sogar einige bereits verbotene wieder einzusetzen, dient nur den kurzfristigen Interessen der Pestizidindustrie – weder denen der Landwirte noch denen der Gesellschaft insgesamt. Das Bodenleben, die Grundlage der Fruchtbarkeit, mit Chemikalien auszulöschen und Insektenpopulationen zu vernichten, die auf natürliche Weise Schädlinge regulieren und Kulturen bestäuben, gefährdet die Grundlage der Landwirtschaft und der langfristigen Ernährungssicherheit.

Die gesellschaftlichen Kosten dieses agrochemischen Modells sind enorm. Die Bürgerinnen und Bürger tragen die Gesundheitskosten chronischer Krankheiten wie Krebs, neurologischer Entwicklungsstörungen und der Parkinson-Krankheit, die nicht nur Landwirte, sondern auch die Bewohner ländlicher Gebiete treffen. Wir sind mit einer Wasserverschmutzung konfrontiert, die kaum noch zu beseitigen ist. Weniger Bestäuber bedeuten weniger Obst und Gemüse. Diese „Externalitäten" übersteigen jeden kurzfristigen Nutzen bei Weitem. Aus diesem Grund unterstützen die Wasserversorger von Paris und München Landwirte finanziell beim Schutz der Grundwasserreserven: Vorbeugung ist bis zu 45-mal billiger als Sanierung[21]. Währenddessen macht die Agrochemieindustrie mit dem Verkauf von Pestiziden enorme Gewinne, die weitgehend durch GAP-Subventionen gestützt werden, während die Gesellschaft die Rechnung für die Schäden bezahlt. Das ist in der Tat ein perfektes Geschäftsmodell … für sie.

Das Schauspiel, das wir im sogenannten Haus der europäischen Demokratie erlebt haben, zeugt vom Zustand unserer Politik, die von Unternehmensinteressen dominiert wird – auf Kosten der Wissenschaft, des Wohlergehens der Bürgerinnen und Bürger und der Landwirte sowie des Allgemeininteresses. Wir haben den verzweifelten Kampf eines toxischen Agrarmodells erlebt, das ums Überleben ringt und sich weigert, durch nachhaltige, wirklich widerstandsfähige und zukunftsfähige Anbaumethoden ersetzt zu werden. Selbst die Lobbyisten, die sich bei der Anhörung im Europäischen Parlament geäußert haben, räumten im Wesentlichen ein, was die Fakten belegen: Das derzeitige, auf Agrochemie basierende Landwirtschaftssystem ist schlicht bankrott.

In den kommenden Monaten haben Sie als eines der 22 belgischen Mitglieder des Europäischen Parlaments die Möglichkeit, diesen Versuch abzulehnen, die europäischen Pestizidvorschriften zu schwächen, der allein der Pestizidindustrie dient – nicht den Bürgerinnen und Bürgern, nicht den Landwirten. Was wir brauchen, ist ein Paradigmenwechsel: ein Konzept für ein Ernährungssystem, das Landwirte finanziell dabei unterstützt, Praktiken umzusetzen, die die Gesundheit von Böden und Pflanzen verbessern, Nützlinge fördern, die Verfügbarkeit von Alternativen zu Pestiziden wie Biocontrol-Produkten beschleunigen und giftige Pestizide rasch vom Markt nehmen, um unsere Gesundheit, unsere Wasserressourcen und unsere Biodiversität zu schützen. Nur so können wir der europäischen Landwirtschaft und unseren Kindern eine nachhaltige Zukunft sichern. Nur so bleibt ein größerer Teil der GAP in den Händen der Landwirte,

[21] Grolleau und McCann (2012) Designing watershed programs to pay farmers for water quality services: Case studies of Munich and New York City

die uns ernähren und unsere Natur schützen. Wir zählen auf Sie, bei der Abstimmung über diesen Omnibus X die richtige Entscheidung zu treffen und diesen Vorschlag abzulehnen.

Kontakt: Martin Dermine, martin@pan-europe.info

Aktiekomitee Red de Voorkempen vzw, Bioforum, Bond Beter Leefmilieu, Broederlijk Delen Canopea, CNCD-11.11.11, Dryade, Entraide et Fraternité, FIAN Belgium, Humundi, KickCancer, Kom op tegen Kanker, Le Réseau des GASAP, Lianza asbl, Linked.Farm, Natagora, Natagora Ostbelgien, Nature et Progrès, Natuurpunt De Torenvalk, Natuurpunt vzw, Onafhankelijk Ziekenfondsen - Mutualités Libres, Pesticide Action Network (PAN) Europe, Proper Drinkwater vzw, SSMG (Société Scientifique de Médecine Général, Cellule Environnement), Terre-en-Vue, UNAB - Union des agriculteurs.rices Bio de Wallonie, Velt, Vogelbescherming Vlaanderen, Vlaamse Parkinson Liga, West-Vlaamse Milieu Federatie vzw, Sandrine Meyer (ULB, Centre d'Etude Economique et Sociale de l'Environnement), Pr. Marjolein Visser (ULG, Agroecology lab)

.